

ANNABA

Convention tripartite pour le lancement d'une licence professionnelle

Si le bac professionnel, lancé en grande pompe, il y a de cela près d'une décennie, par le premier responsable du secteur de la formation professionnelle, n'est jamais allé à sa concrétisation, les jalons de la création de la première licence professionnelle en Algérie ont été posés à Annaba.

En effet, une convention cadre à l'initiative de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) Seybouse et l'Ecole Supérieure de l'Art (ESA) de Dunkerque (France), l'université Badji-Mokhtar de Annaba, a été parachevée samedi, en début de soirée

au siège de la CCI. L'université, qui s'est jointe à cette coopération scientifique, apportera sa contribution pédagogique, organisationnelle et par l'attribution de locaux. Le président de cette dernière, le directeur général de l'ESA de Dunkerque, ainsi que le

recteur de l'université Badji-Mokhtar ont procédé à la signature de cette convention. Les étudiants en architecture de l'université de Annaba qui opteront pour cette licence professionnelle en design dont le démarrage du cursus est prévu pour la rentrée universitaire 2014/2015, bénéficieront de cette convention entre deux établissements universitaires. Mais également de l'intégration de l'enseignement théorique dispensé par ces deux der-

niers à la pratique, à travers une institution économique qu'est la CCI. Intervenant à cette occasion, son président s'est dit qu'il était très disposé, et cela depuis son installation à la tête de cette institution économique, à nouer des relations de coopération avec l'université, pour le bien de l'entreprise algérienne. Le directeur général de l'ESA de Dunkerque a souligné, pour sa part, l'intérêt économique d'«allier la forme à l'esprit». Le

recteur de l'université Badji-Mokhtar estime de son côté qu'«en s'isolant de son environnement, l'université ira droit à un échec». Ce projet existe depuis des mois. Il a été concrétisé grâce à un jumelage entre la ville d'Annaba et celle de Dunkerque. Le projet de cette licence intervient quelques jours après le lancement d'un cycle de trois ans d'enseignement de design, entre la CCI et l'ESA de Dunkerque.

A. Bouacha

M'SILA

Grève des enseignants des lycées

Les enseignants de 57 lycées de la wilaya affiliés au Conseil national autonome des professeurs du secondaire et technique élargi (Cnapest-e), ont répondu au mot d'ordre lancé par leur syndicat qui consiste en une grève d'un jour renouvelable, en signe de protestation contre le retard enregistré dans le versement des trois primes, à savoir : la prime de poste spécifique, celle du glissement d'un grade à un autre suite aux dernières promotions créées dans le secteur de l'éducation et la prime de rendement du trimestre en cours.

Ceci malgré l'intervention du premier responsable de la wilaya qui a pu régler ce problème pour la paie du mois de décembre

pour que le même problème réapparaisse une seconde fois sous le prétexte utilisé par les services du trésor, selon le coordinateur du Cnapest-e M' Rabah Hadj Aroussi, que la prime de poste spécifique est imposable à l'IRG, chose qui n'a pas été retenue dans les autres wilayas du pays et aucune loi ne stipule l'imposition de cet IRG, ajoute ce syndicaliste et tous les enseignants de l'Algérie ont perçu leurs dus sans cet impôt, en accusant les services du trésor d'agir contre l'intérêt de nos élèves, a-t-il dit. Comme on demande à tous les responsables d'intervenir pour régler ce problème et verser ces dus à partir du mois d'octobre pour pouvoir suspendre cette grève.

A savoir que 80% des enseignants ont répondu favorablement à cette grève excepté deux lycées de la wilaya qui n'ont pas suivi le mot d'ordre du Cnapest-e qui a décidé selon le communiqué établi le 7 janvier par le conseil de wilaya, que les enseignants sont en débrayage d'un jour depuis hier dimanche 12 janvier. On peut le renouveler le lendemain par un autre jour d'arrêt de travail dans le cas où aucune suite n'est donnée par les responsables aux revendications des grévistes, comme on réclame une sanction à ceux qui veulent entraver le bon déroulement de l'enseignement de nos établissements scolaires, insiste le communiqué.

A. Laidi

BOUIRA

Cité AADL élue quartier le plus propre

C'est dans le cadre d'une initiative entreprise par les services de la DGSN, en collaboration avec le ministère de l'Environnement que le concours national baptisé Prix Vert a été lancé en novembre dernier afin d'élire le quartier le plus propre de chaque wilaya et du pays, mais aussi et surtout de changer le regard des citoyens sur les forces de l'ordre et de leur rôle dans la société civile.

A Bouira, comme dans les autres wilayas du pays, l'ensemble des daïras et communes ont pu participer aux premières étapes du concours. Pour ce faire, des conditions ont été exigées comme l'existence dans chaque quartier postulant, d'un comité agréé, ayant à son actif des actions dans la protection de l'en-

vironnement, l'existence aussi d'espaces verts et le respect des habitants des horaires de ramassage des ordures ménagères mais aussi que ces citoyens effectuent le tri de leurs déchets en respect des consignes de tri sélectif.

Ainsi, à Bouira, sur les 45 communes, onze se sont vu accepter

leur participation pour 23 quartiers admis en compétition, dont trois ont fini, le 16 décembre dernier, en haut du podium avec en première place la cité AADL, située au chef-lieu de wilaya, suivie de près par les cités 120 logements et Bachir situées toutes les deux dans la commune de Kadiria.

Cette initiative constructive et positive a permis non seulement de faire bouger les consciences vers un problème universel que sont l'environnement et la pollution qui minent notre quotidien en particulier et notre planète en général, mais il a aussi réussi à

changer le regard de la société civile sur les agents de l'ordre qui ne veulent plus être réduits à cette vision étriquée d'agents de répression et d'intervention en cas d'émeutes et autres troubles à l'ordre public, mais surtout, des agents soucieux du bien-être du citoyen, et de sa quiétude, en veillant non seulement à sa sécurité dans les lieux publics mais également en participant activement à ce bien-être dans le cadre des actions de volontariat entrant, entre autres, dans la protection de l'environnement.

Katya Kaci

AÏT-CHAFFA

Ivahrizène fête Yennayer

Marquer les dates et célébrer les événements reste le meilleur moyen pour faire face à l'oubli des traditions, tant les risques de perdre le patrimoine ancestral sont énormes.

Dans toutes les régions berbérophones, rurales ou urbaines, sauvegarder les coutumes, mœurs et habitudes héritées des aïeux est une préoccupation partagée par nombre de citoyens.

Yennayer, jour du nouvel an berbère coïncidant avec le 12 janvier de chaque année, reste de ces dates phares pour la population kabyle et les différentes générations, de Chachnaq à nos jours qui lui accordent un intérêt réel et pour cause, elle a marqué l'avènement de l'an 2964 du calendrier berbère. A Ivahrizène, village de la commune d'Aït-Chaffa, rele-

vant de la daïra d'Azeffoun, l'atmosphère qui règne en cette journée est similaire à celle des autres localités de Kabylie. Une fête ancestrale purement familiale où les membres d'un même foyer se regroupent pour veiller et prendre, ensemble, «Imensi n yennayer».

Une ambiance empreinte de solennité et de joie règne au sein des foyers avec un plat du jour spécial : le couscous au poulet avec sept ingrédients, des beignets et des crêpes.

Par considération à la grandeur de cette journée symbolique, les membres du comité du village Ivahrizène ont rassemblé

tout le village pour un couscous au poulet. Avec la contribution de tous les citoyens du village, qui ne cessent d'apporter leur soutien à ce comité. Celui-ci a convié jeunes, vieux et les comités de village ainsi que les autorités locales à une cérémonie conviviale organisée, samedi dernier, au village dans l'ambiance et la communion.

Les membres du comité du village Ivahrizène caressent le rêve de faire de la célébration des fêtes et rites berbères, une tradition à faire vivre et partager avec les citoyens du village pour que le legs des ancêtres se perpétue à tout jamais et que personne n'oublie ses racines vieilles de trois mille ans.

Yacine Seddik

SIDI BEL-ABBÈS

Sit-in devant la wilaya des occupants du bidonville Si Mahmoud

Dans la journée de dimanche dernier, une centaine de familles occupant le bidonville de la ferme pilote Si Mahmoud de la localité de Sidi Lahcen ont observé un sit-in devant le siège de la wilaya pour exiger leur relogement ou une aide pour restaurer leurs habitations très vétustes.

Ces familles déclarent avoir fui le terrorisme durant la décennie noire pour venir occuper peu à peu cet espace et ériger des abris de fortune dans les années 90. Elles déclarent avoir fait l'objet d'un recensement, puis d'une enquête en 2002, puis 2007 dans le but de bénéficier d'un logement social mais cela est resté sans suite jusque-là. «Nous vivons, disent-ils, dans des conditions difficiles.»

Les contestataires demandent aux autorités locales de les reloger dans les meilleurs délais, ou de leur octroyer des aides pour aménager leurs demeures pour une vie plus décente.

A. M.

BILAN ANNUEL DE

LA PROTECTION

CIVILE

102 morts et 2 884 blessés évacués à Mila

Dans un bilan rendu public par sa cellule de communication, il ressort que les différentes unités relevant de la direction de wilaya de la Protection civile ont effectué 16 368 interventions durant l'année 2013, concernant les accidents de la route (2 517), évacuations de malades et autres accidentés (7 246), incendies (1 158) et diverses causes (5 447).

Ces différentes interventions ont permis malheureusement, de constater le décès de 102 personnes, dont 43 dus aux accidents de la route et 59 autres pour diverses autres causes, toutes évacuées vers les morgues les plus proches.

Ces interventions ont permis également, de secourir 2 884 blessés, dont 1 533 dans des accidents de la route et 1 351 dans divers accidents domestiques et l'évacuation de 6 285 malades vers les urgences médicales.

A. M'haimoud